

MILITARISATION DE L'ESPACE

Robert Joseph, un diplomate pour la guerre des étoiles



Robert G. Joseph s'est illustré en conduisant à son terme le retrait des États-Unis du Traité de non-prolifération des missiles balistiques. Nommé sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements, il devrait s'appliquer à renforcer la supériorité militaire US en empêchant les petits pays de s'armer et en contraignant les autres puissances nucléaires à limiter leur armement, mais en militarisant l'espace. Pour stopper ce déséquilibre, la Russie propose un traité de désarmement de l'espace et, à défaut, s'appête à lancer une arme capable de placer hors d'usage l'ensemble des satellites orbitaux.

page 2

Afrique : la Maison-Blanche sur le banc des accusés

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le G8, réuni sous présidence britannique, a annulé la dette de 18 États, mais n'est pas parvenu à augmenter l'aide au développement. Bob Geldof, Jeffrey Sachs ou encore Arnaud de Borchgrave reprochent aux États-Unis leur pingrerie ou leur manque de volonté politique. George W. Bush répond à ces attaques par la mise en scène de programmes néo-coloniaux.

page 6

REPÈRE : 20 JUIN 1936

Les salariés accèdent aux congés payés

Impatients de réformes sociales, les électeurs du Front populaire déclenchent des grèves massives dans toute la France. Le président du Conseil, Léon Blum, qui a donné de multiples gages à la droite avant son élection, se trouve plus en position d'arbitre que de leader.

Le grand patronat, qui prédit une catastrophe économique et craint que les classes laborieuses ne prennent goût à l'oisiveté, est prit de panique.

Effrayé par l'ampleur du mouvement social, il accepte soudainement de vastes concessions.

La Chambre adopte à l'unanimité moins une voix la loi, dite du 20 juin 1936, instituant deux semaines de congés payés.

Ce mouvement de limitation du travail ne cessera de s'amplifier avec la 3ème semaine de congés payés en 1956, la quatrième en 1965, puis la 5ème semaine en 1982, pour s'interrompre en 2005 avec la remise en cause de la durée de travail hebdomadaire, la suppression de jours fériés et le recul de l'âge de la retraite. ■



9/11 : UN ANCIEN CONSEILLER DE GEORGE W. BUSH DÉNONCE UN COMLOT D'ÉTAT

Rendant publique une analyse détaillée des attentats du 11 septembre 2001 à New York, Morgan Reynolds a déclaré, le 12 juin 2005 : « Si les trois grattes-ciels d'aciers du World Trade Center se sont bel et bien effondrés par une démolition contrôlée, alors l'hypothèse d'une conspiration interne et d'un attentat gouvernemental contre le peuple américain serait incontestable ». M. Reynolds est aujourd'hui professeur émérite d'économie à l'université A&M du Texas. Il était conseiller économique de George W. Bush, chargé de suivre le département du Travail, lors du premier mandat présidentiel. Il avait été par le passé directeur du Centre de Justice pénale du National Center for Policy Analysis de Dallas. « Il est impossible de nier l'existence du débat scientifique autour des causes réelles de l'effondrement des tours jumelles et de l'immeuble numéro 7. La thèse officielle se contredit elle-même. Seule une démolition professionnelle, contrôlée, peut rendre compte de tous les éléments d'enquêtes avérés, sur l'effondrement des trois buildings ». Morgan Reynolds a par ailleurs ajouté que les experts en explosifs et en bâtiment ont systématiquement été écartés et intimidés pendant toute la durée de l'enquête conduite par la commission gouvernementale Kean. ■

Militarisation de l'espace

Robert Joseph, un diplomate pour la guerre des étoiles

Robert G. Joseph s'est illustré en conduisant à son terme le retrait des États-Unis du Traité de non-prolifération des missiles balistiques. Nommé sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements, il devrait s'appliquer à renforcer la supériorité militaire US en empêchant les petits pays de s'armer et en contraignant les autres puissances nucléaires à limiter leur armement, mais en militarisant l'espace. Pour stopper ce déséquilibre, la Russie propose un traité de désarmement de l'espace et, à défaut, s'apprête à lancer une arme capable de placer hors d'usage l'ensemble des satellites orbitaux.



La nomination de John Bolton comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU a laissé vacante la fonction de sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements et les affaires de sécurité internationale (Undersecretary of State for Arms Control and International Security Affairs). L'on pouvait espérer que ce titre échouerait à une personnalité plus souple. Il n'en est rien. Le lobby impérial dispose d'équipes suffisantes pour pourvoir tous les postes à sa convenance. Derrière Mlle Rice se tenait un haut fonctionnaire de confiance : Robert G. Joseph. Le voilà nommé.

M. Bolton était redouté pour sa brutalité [1]. M. Joseph est connu pour son intransigeance.

Sorti de l'Académie navale, Robert G. Joseph a poursuivi des études universitaires à Saint Louis, Chicago et Columbia. Il est entré dans l'administration, en 1978, d'abord au département de la Défense. Il est assistant lors de diverses négociations internationales, puis il suit les questions nucléaires à l'OTAN. En 1987, il devient l'assistant-adjoint du secrétaire à la Défense Frank C. Carlucci pour les négociations de désarmement nucléaire. Enfin, il représente le président George H. Bush (le père) dans diverses commissions relatives au Traité de réduction des missiles balistiques. Pendant les deux mandats Clinton, il fait une pause comme professeur de sécurité nationale (National Security Studies) à l'Académie de Défense (National Defense University). Il revient par la grande porte dans le sillage de George W. Bush (le fils), et devient en 2001 membre du Conseil de sécurité nationale, assistant spécial du président chargé des dossiers de contre-prolifération et de sécurité de la patrie.

Dans les enceintes diplomatiques internationales, il est surtout désagréablement connu pour avoir conduit à son terme le retrait des États-Unis du Traité de non-prolifération des missiles balistiques de 1972. À ce titre, il incarne un changement de politique explicité par les néo-conservateurs : les États-Unis considèrent désormais disposer d'une telle avance militaire sur ses éventuels compétiteurs, notamment la Russie, qu'ils n'ont aucune raison d'accepter un désarmement mutuel gradué. Ils veulent au contraire exploiter au maximum cette supériorité pour contraindre pacifiquement leurs compétiteurs à se désarmer unilatéralement et à accepter un déséquilibre des forces toujours plus grand jusqu'à ce qu'ils perdent toute capacité de contester la domination planétaire du gypaète états-unien.

Pour ses amis, le grand succès de Robert G. Joseph, c'est l'Initiative de sécurité contre la prolifération (Proliferation Security Initiative - PSI) [2]. Pour le moment, elle revient concrètement à laisser les États-Unis occuper un vide et devenir les gendarmes des eaux internationales.

Robert G. Joseph n'est pas un haut fonctionnaire qui suit l'air du temps, c'est un homme aux fortes convictions néoconservatrices. Ainsi siège-t-il au conseil consultatif du Center for Security Policy, le think tank par excellence du bellicisme US [3].

Surtout, Robert G. Joseph est chercheur au National Institute for Public Policy (NIPP), un think tank qui, sous Ronald Reagan, s'efforça de convaincre les États-Unis que la victoire sur l'URSS était possible et qu'il ne fallait donc pas hésiter à lancer la « guerre des étoiles ». Dans cet institut, M. Joseph participa activement, avec une trentaine d'amis dont James Woolsey et Stephen Hadley [4], à la rédaction du célèbre rapport *Rationale and Requirements for U. S. Nuclear Forces* (Exposé et conditions pour les forces nucléaires états-uniennes). En 2001, ce groupe fut intégré à l'administration Bush dans un panel consultatif sur les concepts de dissuasion (Deterrence Concepts Advisory Panel). Il reformula le rapport pour en faire la doctrine nucléaire officielle (*Nuclear Posture Review*), en janvier 2002. Pendant la Guerre froide, le NIPP

et M. Joseph assuraient qu'il fallait développer la bombe atomique pour se protéger du péril rouge. Une fois l'URSS disparue, ils affirmèrent qu'il fallait d'autant plus développer la bombe que l'on ne savait pas qui serait le prochain ennemi. Il conviendrait donc de se préparer à toutes les éventualités en inventant et produisant de nouvelles sortes de bombes atomiques, notamment des bombes tactiques.

Apprenant la nouvelle de la nomination de Robert G. Joseph, la Chine et la Fédération de Russie ont annoncé la relance de leur initiative commune de 2002 sur l'interdiction de militarisation de l'espace. Les deux super-puissances craignent en effet que le nouveau sous-secrétaire d'État pour le contrôle des armements et les affaires de sécurité internationale se consacre principalement au développement de l'arme spatiale.



Ralph E. Eberhart

Le Pentagone estime disposer d'une supériorité décisive dans ce domaine. Des satellites à double vocation seraient en mesure de brouiller le système de positionnement russe Glonass, tandis qu'en cas de brouillage russe le système états-unien GPS peut changer de fréquences. Sous l'autorité du général Ralph E. Eberhart (dont nous avons souvent souligné dans ces colonnes le rôle central dans les attentats du 11 septembre 2001), les États-Unis sont en train de placer hors de l'atmosphère des armes capables de frapper des cibles sur la terre ainsi que dans l'espace. Ils prétendent le faire pour défendre leur territoire, mais compte tenu de sa superficie et de l'orbite des satellites, cela revient à contrôler toute la planète. En cas d'échec des négociations, la fédération de Russie se tient prête à envoyer quelques armes asymétriques dans l'espace. Faire exploser une seule bombe atomique hors de l'atmosphère provoquerait une impulsion électromagnétique qui détériorerait les satellites lorsqu'ils viendraient à traverser la zone. Dans le temps nécessaire aux satellites US pour entreprendre une révolution complète, l'ensemble de leur dispositif de « guerre des étoiles » serait hors d'usage.

Plus que jamais, la politique des néoconservateurs est susceptible de relancer la course aux armements.

[1] « John Bolton ou le désarmement par la guerre », *Voltaire*, 30 novembre 2004.

[2] « Le gendarme du monde veut contrôler les océans », *Voltaire*, 4 décembre 2003.

[3] « Les marionnettistes de Washington » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[4] « Stephen Hadley, conseiller de sécurité national », *Voltaire*, 16 décembre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Afrique : la Maison-Blanche sur le banc des accusés

Analyse

Tony Blair avait annoncé à un électorat de gauche britannique échaudé par la guerre d'Irak, son intention de faire de l'Afrique la priorité du sommet du G8 dont il assure la présidence. Ce week-end, les pays de cette organisation ont annulé la dette de 18 États lourdement endettés, dont 14 pays africains, et se sont engagés à payer à leur place leurs dettes auprès de leurs créanciers. Cette décision a contribué à remettre l'Afrique en lumière dans les médias, mais pour combien de temps ? Le responsable de la communication de l'International Crisis Group, Andrew Stroehlein, appelle la presse à sensibiliser le public sur la situation en République Démocratique du Congo. Dans une tribune publiée par le *Christian Science Monitor* et *Gulf News*, il invite les journalistes à se rendre dans ce pays et à rapporter ce qui s'y passe. Informés, les peuples contraindront peut-être leurs gouvernements à développer l'aide à ce pays.

De manière générale, le sommet du G8 n'a pas tenu ses promesses le volet d'augmentation des aides au développement en direction de l'Afrique. Comme lors du tsunami en Asie, Washington est pointé du doigt pour sa pingrerie. Le chanteur et organisateur de concerts humanitaires, Bob Geldof, se réjouit dans le *Times* de Londres des premières mesures annoncées par le G8. Cependant, il estime que cela ne va pas assez loin. Il demande à Tony Blair de pousser le Canada, le Japon et les États-Unis à donner plus. Le conseiller de Kofi Annan, Jeffrey Sachs, constate lui aussi, dans l'*International Herald Tribune*, que Washington rechigne à aider l'Afrique alors qu'il consacre des

fortunes à son armement. Aujourd'hui, observe-t-il, les États-Unis consacrent à peine 3 milliards de dollars d'aide à l'Afrique. Ces sommes servent en réalité à payer des consultants états-uniens chargés d'aider les pays africains. George W. Bush a bien annoncé une ralonge de l'aide états-unienne de 674 millions de dollars, mais cette somme, loin de signifier une augmentation globale, a en réalité été prélevée sur un autre programme d'aide.

A l'autre bout de l'échiquier politique, l'ancien guerrier froid, Arnaud de Borchgrave, dénonce l'inertie des États-Unis dans le *Washington Times*. Toutefois, pour l'ancien combattant volontaire du régime d'apartheid du Zimbabwe, il est moins question ici d'aider l'Afrique que de stabiliser des pays producteurs de pétrole comme le Nigeria ou l'Algérie.

Placé en accusation, George W. Bush a mis en scène l'aide états-unienne à l'Afrique en recevant à Washington cinq chefs d'État africains (Botswana, Ghana, Mozambique, Namibie et Niger). Le département d'État se charge de diffuser l'allocution prononcée à cette occasion. Le président états-unien vante la loi états-unienne sur l'aide au développement qui conditionne l'assistance US à l'ouverture des marchés des pays bénéficiaires et à leur docilité. L'accent est également mis sur le *Millenium Challenge Account*, **programme néo-colonial que nous avons déjà détaillé dans nos colonnes.**

Observons que ce débat est fondé sur des postulats discutables : c'est par absence de capitaux que les Africains ne parviendraient pas à développer leurs pays ; ils auraient donc besoin d'une aide financière. Or, si l'on prend le cas de la République Démocratique du Congo, cité comme emblématique par Andrew Stroehlein, on observe que ce pays regorge de richesses minières. Le sous-développement n'y est pas la conséquence d'un manque de capitaux, mais d'un pillage organisé accompagné de guerres incessantes. Plus que d'aide financière, les États africains ont besoin de stabilité et de souveraineté politique.

De son côté, le Premier ministre britannique, Tony Blair, souhaite dans les *Izvestia*, que la Russie, qui succèdera au Royaume-Uni à la tête du G8 en 2006, poursuive dans la voie qu'il a tracé. Cependant, l'essentiel de son texte ne porte pas sur ce point. L'auteur se plaît à souligner qu'il fut l'un des premiers dirigeants mondiaux à rencontrer Vladimir Poutine après sa prise de fonction et rappelle la force de l'alliance du Royaume-Uni et de la Russie durant la Seconde Guerre mondiale. Cette débauche de souvenirs doit-elle faire oublier que les mouvements séparatistes tchéchènes ont leur quartiers généraux à Londres ?

Dimanche 12 juin 2005, la Russie fêtait pour la onzième fois sa fête nationale. Le 12 juin 1990, la session des députés du peuple d'URSS a adopté une déclaration sur la souveraineté du pays. Ce jour est devenu fête nationale en 1994. *Izvestia* en profite pour demander à plusieurs personnalités où en est l'indépendance du pays 15 ans plus tard.

Pour Konstantin Eggert, correspondant de la BBC, la Russie dépend largement aujourd'hui principalement des cours du pétrole. L'ancien Premier ministre russe et actuel ambassadeur en Ukraine, Viktor Tchernomyrdine, affirme pour sa part que la Russie est dépendante de ses voisins de l'ex aire soviétique et que cette dépendance est réciproque. Il invite le président ukrainien Yushchenko à se tourner à nouveau vers Moscou.

Réseau Voltaire

Andrew Stroehlein



Ancien journaliste en Europe central, Andrew Stroehlein est le directeur de la communication de l'International Crisis Group.

« Au Congo, 1000 morts par jours : Pourquoi n'est-ce pas en Une ? »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

, Christian Science Monitor (États-Unis)

Référence : « In Congo, 1,000 die per day : Why isn't it a media story ? », par Andrew Stroehlein, *Christian Science Monitor*, 14 juin 2005.

« The media has forsaken Congo », *Gulf News*, 15 juin 2005.

Il est fréquent d'entendre des discussions sur le fait que les médias ne s'intéressent pas au conflit au Congo. Toutefois, cette réflexion ne conduit pas pour autant les médias à parler davantage du conflit lui-même. C'est une situation absurde qui a pour conséquence de ne pas parler des 1000 morts quotidiennes provoquées par la famine ou les épidémies causées par la guerre. Ce conflit est le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale. Après quatre ans de guerre civile à laquelle se sont mêlés huit pays, un gouvernement s'est formé en 2003 à Kinshasa. Toutefois, les seigneurs de guerre devenus politiciens ont tous gardé leurs milices et ils ne reculent pas devant la violence pour rester au pouvoir. Ce jeu mortel a une carte particulièrement empoisonnée : les forces démocratiques pour la libération du Rwanda. Il s'agit d'un groupe de rebelles rwandais qui tirent ses racines chez les extrémistes hutus qui ont pratiqué le génocide rwandais. Leur présence au Congo offre au Rwanda voisin une justification pour envahir leur grand voisin. C'est ce qu'ils ont fait à deux reprises déjà et ce qu'ils ont failli recommencé en avril. Un tel acte achèverait de déstabiliser le fragile Congo. Malgré tout, les rédactions des grands médias refusent de couvrir cette guerre. Les solutions pour la République démocratique du Congo existent pourtant. Il faut construire une armée nationale congolaise et faire pression sur les gouvernements congolais et rwandais, tous deux dépendants de l'aide internationale, pour développer le processus de transition en jouant sur les aides financières. On voit qu'aujourd'hui l'Afrique attire de plus en plus l'attention, aux médias d'en parler pour créer une vraie mobilisation sur le sujet.

Bob Geldof



Chanteur et compositeur irlandais, Bob Geldof fut l'organisateur en 1985 du concert géant en aide à l'Afrique, *Live Aid*. Il organise actuellement *Live 8*, une série de concert qui auront lieu le 2 juillet 2005 simultanément à Londres, Paris, Rome, Berlin et Philadelphie en faveur de l'Afrique et de la lutte contre le Sida.

« Vous ne rêvez pas : le monde est en train de pivoter sur son axe »

Source : The Times (Royaume-Uni)

Référence : « Don't blink : the world is tilting on its axis », par Bob Geldof, *Times*, 14 juin 2005.

Il y a un an, quand j'ai proposé à **Tony Blair** et **Gordon Brown** de créer une Commission pour l'Afrique, j'espérais secrètement faire une percée politique, ouvrir un débat public sur le plus grand problème de notre temps. Le succès ou l'échec de nos efforts dépendent grandement de la volonté et de la capacité des gouvernements africains à gouverner effectivement et à s'attaquer à la corruption.

Le débat sur cette question est devenu extraordinaire ici et il s'est prolongé lors de la réunion du G7. C'est le débat national qui a permis de définir les termes de ce débat entre dirigeants. Aujourd'hui, la majorité des pays du G7 sont prêts à consacrer 0,7 % de leur budget à l'aide au développement. Toutefois, le doublement de l'aide n'est pas encore garanti parce que les Canadiens, les Japonais et surtout, les Américains, ne se sont pas encore engagés à le faire. Le Premier ministre, Live 8 et les coalitions de la pauvreté doivent faire pression sur ces pays. Il faut également un commerce juste. Aujourd'hui, des subventions et du protectionnisme dans les pays riches ruinent l'Afrique. Ce continent ne représente que 2 % du commerce mondial.

Aujourd'hui, Blair doit refuser tout compromis avec le Canada, les États-Unis et le Japon. Il doit obtenir une annulation de la dette, le doublement de l'aide au développement, une réforme du commerce mondial et lié cela à des conditions en faveur de la démocratie et de la lutte contre la corruption. Souvenez vous que ce sont les commissaires africains de la Commission pour l'Afrique qui sont le plus demandeur de ce type de mesure. Les organisations sont en train d'influencer le débat.

Ceux qui nous disent que notre action est inutile ne proposent malheureusement rien d'autres.

Jeffrey D. Sachs



Jeffrey D. Sachs est directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia et un conseiller de Kofi Annan dans le cadre du programme des « Buts du millénaire » de l'ONU. Il a été conseiller économique de nombreux pays d'Amérique latine.

« L'avenir de l'Afrique est menacé par la négligence états-unienne »

Source : International Herald Tribune (France)

Référence : « Africa's future is threatened by U.S. neglect », par Jeffrey Sachs, *International Herald Tribune*, 15 juin 2005.

Différents rapports d'experts se penchant sur les maux de l'Afrique ont eu des conclusions analogues : l'Afrique a besoin de davantage d'investissements pour faire face à la faim, à la pauvreté et à la maladie et ces investissements doivent principalement être financés par les pays riches. L'Europe a commencé mais les États-Unis doivent suivre ce mouvement. Or, la Maison-Blanche est récalcitrante. Les priorités d'investissements en Afrique doivent se faire dans quatre domaines :

- ▶ La santé est une question centrale car l'Afrique doit combattre le Sida, la malaria et d'autres maladies mortelles. Il faut des cliniques, du matériel et des médecins.
- ▶ L'éducation est essentielle également et il y a un cruel manque d'enseignants en Afrique.
- ▶ L'agriculture est trop peu productive car les Africains manquent des investissements de base.
- ▶ Il faut enfin les infrastructures nécessaires tel que l'épuration des eaux ou l'électrification des campagnes.

Ces quatre questions peuvent être réglés. La Commission pour l'Afrique de **Tony Blair** recommande que l'aide internationale soit doublée d'ici 2010 et triplée d'ici 2015. Cela représente un montant de 16 cents pour 100 dollars de PIB pour les pays riches en 2010 et 22 cents en 2015. Mais aujourd'hui, sur 100 dollars de PIB, les États-Unis consacrent 3 cents à l'aide à l'Afrique et la plupart du temps cela sert à payer des consultants états-uniens dans ces pays. Ce week-end, les pays du G8 ont décidé d'annuler la dette de 18 pays et de rembourser leurs dettes à leur place aux institutions créancières. Mais pour se faire, les États-Unis veulent utiliser l'argent qu'ils auraient versé à d'autres programmes d'aide. Si cela se confirme, c'est choquant.

Il n'est pas possible d'aider l'Afrique tant que les États-Unis décideront de consacrer 500 milliards de dollars à leur armée et trois milliards de dollars seulement à l'Afrique. Il faut faire pression sur ce point auprès de **George W. Bush**.

Arnaud de Borchgrave



Arnaud de Borchgrave est directeur du *Washington Times* et de l'agence United Press International. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a été combattant volontaire dans différents conflits périphériques de la Guerre froide

« L'année de l'Afrique ? »

Source : *Washington Times* (États-Unis)

Référence : « The year of Africa ? », par Arnaud de Borchgrave, *Washington Times*, 10 juin 2005.

Les génocides, (deux en dix ans), les guerres et les insurrections ont accablé l'Afrique depuis les jours d'espoir de l'indépendance. Aujourd'hui, les jihadistes se développent dans ce continent. Ils apparaissent dans deux États producteurs de pétrole (le Nigeria et l'Algérie) et sur 400 combattants étrangers capturés en Irak, 35 % venaient d'Afrique.

Paralysés économiquement, de nombreux pays d'Afrique perdent du terrain et c'est ce qui a poussé **Tony Blair** à faire de l'Afrique une question centrale de la présidence britannique du G8. 28 millions d'Africains sont morts du Sida et les maladies liées à la pauvreté tuent 500 enfants africains par heure. Au début du millénaire, l'ONU a promis de diminuer la pauvreté de moitié d'ici 2015 mais les experts estiment que cela va demander bien plus de temps. **Paul Wolfowitz** a également fait de l'Afrique sa priorité pour son mandat de 5 ans à la tête de la **Banque mondiale**. Blair souhaite que les pays riches doublent leur aide aux pays africains et annulent la dette des pays de l'Afrique sub-saharienne. Cette option est cependant difficilement applicable par les États-Unis déjà lourdement déficitaire et endetté par la Guerre d'Irak. C'est pourquoi **George W. Bush** a promis 674 millions de dollars mais il s'agissait de fonds déjà accordés par le Congrès pour venir en aide à l'Éthiopie et l'Érythrée.

Dans le même temps, l'Éthiopie mobilise des troupes pour aider le Darfour mais les forces de l'Union africaine sont bloquées par un conflit absurde entre l'Union européenne et l'OTAN afin de déterminer laquelle des deux organisations se chargera du transport de troupes. En outre, les forces déployées par l'Union africaine sont insignifiantes, vu la taille du territoire. L'Afrique du Sud ne peut pas déployer beaucoup de troupes car 40 % de son armée est séropositive. Pendant ce temps, les efforts de l'Union européenne et de l'OTAN ne sont pas coordonnés.

Les États-Unis apparaissent bien peu concernés par la situation et George W. Bush répète que le terrorisme et la pauvreté n'ont pas de liens. Toutefois, le commandeur suprême des forces de l'OTAN, le général James Jones se rend souvent en Afrique pour aider à former des troupes afin de sécuriser le continent. Pour que cela soit efficace, il faut une augmentation de 100 millions de dollars du budget. C'est le coût d'une heure d'occupation de l'Irak.

George W. Bush



George W. Bush (Le roi de carreau du régime Bush) est président des États-Unis.

« M. Bush reçoit cinq dirigeants démocratiques africains »

Source : Département d'État (États-Unis)

Référence : « M. Bush reçoit cinq dirigeants démocratiques africains », par George W. Bush, *Département d'État états-unien*, 13 juin 2005.

Je vous remercie tous d'être venus. Bienvenue à la Maison-Blanche. Je veux remercier les cinq présidents qui sont avec nous aujourd'hui : le président Mogae du Botswana, le président Kufuor du Ghana, le président Guebuza du Mozambique, le président Pohamba de Namibie et le président Tandja du Niger, de grands patriotes, des démocrates et des amis.

Tous les présidents réunis ici représentent des pays qui ont organisé des élections démocratiques cette année. Quelle puissante affirmation de l'importance de la démocratie pour le continent africain ! Nous partageons tous un attachement fondamental à promouvoir la démocratie et le progrès dans ce continent. Pour cela, nous devons promouvoir les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques. C'est le sens de la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique. En vertu de cette loi, les États africains peuvent obtenir un meilleur accès à notre marché en montrant leur engagement en faveur d'une réforme économique et politique, en respectant les Droits de l'homme, en éliminant les barrières commerciales et en renforçant les droits de propriété et la primauté du droit, ce qui est précisément ce que les dirigeants de ces cinq pays sont en train de faire.

Compte tenu des succès de cette loi, j'ai par deux fois promulgué des dispositions qui en renforcent le succès et en prorogent les avantages pour longtemps. L'an dernier, les importations états-uniennes en provenance des pays qui bénéficient de cette loi ont augmenté de 88 % et les importations non pétrolières de 22 %. Cette ouverture des marchés, c'est ainsi que l'on produit de la richesse. Fait intéressant, au cours de la même période, les exportations des États-Unis vers l'Afrique subsaharienne ont augmenté de 25 %. En d'autres termes, c'est une voie à double sens. Cette loi crée des avantages tant pour les Américains que pour les Africains, et il est important que nos concitoyens le sachent. En décembre, j'ai annoncé que 37 pays africains pourraient bénéficier des avantages de cette loi.

Dans le même temps, les États-Unis s'attachent à élargir leurs efforts en vue d'atténuer la faim, de réduire la dette, de combattre la maladie en Afrique. Nous développons le **Millennium Challenge Account** et j'ai annoncé que les États-Unis consacraient environ 674 millions de dollars supplémentaires à la satisfaction de besoins humanitaires urgents en Afrique. Samedi, nous avons également annoncé un accord conclu entre les pays industriels membres du G8 en vue d'annuler pour 40 milliards de dollars de la dette due par 18 des pays les plus pauvres du monde, dont 14 situés en Afrique. Nous développons également les programmes de lutte contre le Sida. Ce n'est là qu'un échantillon des initiatives que nous poursuivons afin d'aider les dirigeants africains à apporter la démocratie, la prospérité et l'espoir à leurs peuples.

Une fois de plus, je suis honoré de vous recevoir tous ici. Merci d'être venus.
Que Dieu vous bénisse tous.

Tony Blair



Tony Blair est le Premier ministre travailliste britannique.

« L'Europe a connu des moments difficiles mais elle reste unie »

Source : Izvestia (Fédération de Russie)

Référence : « », par Tony Blair, *Izvestia*, 14 juin 2005.

Je suis content de ma visite. Mes relations avec **Vladimir Poutine** sont solides, je suis l'un des premiers leaders mondiaux à lui avoir rendu visite après son entrée en fonction. Bien sûr, il y a des divergences mais c'est normal en politique internationale. Les relations entre la Russie et la Grande Bretagne sont bonnes et nous allons continuer à les renforcer. L'Europe a connu des moments difficiles mais elle reste unie et elle va continuer à s'élargir malgré les difficultés actuelles et les questions en suspend. L'Europe va aller de l'avant et mon pays sera dans le mouvement.

Nous avons déjà défini le cadre de la coopération russo-européenne. Je souhaite que nous prenions des décisions concrètes concernant l'économie, le développement des échanges et la lutte contre le trafic de stupéfiants lors du sommet Russie-UE de Londres en octobre. Pendant le sommet du G-8 du 6 au 8 juillet, nous souhaitons soulever le problème du changement climatique et de l'annulation de la dette africaine. Nous attendons beaucoup de la Russie en tant que futur pays président le groupe.

La Seconde guerre mondiale a été gagnée grâce aux liens entre la Russie et la Grande Bretagne, tous ceux qui ont étudié la vie de Churchill le savent. Sans victoire sur le front de l'Est, il n'y aurait pas eu de victoire des alliés. Je pense que l'ONU va avoir une importance de plus en plus grande. Les réformes sont indispensables mais cette organisation est très utile. Il y a eu des dissensions au sujet de l'Irak mais l'ONU a un rôle crucial à jouer pour le futur de ce pays.

Konstantin Eggert



Ancien responsable du service international d'*Izvestia* (1992-1998), Konstantin Eggert est rédacteur en chef du bureau russe de la BBC. Il produit et présente *Radius*, le principal programme d'information du soir. Il est membre du Royal Institute of International Affairs de Londres et membre du directoire de *Pro Et Contra*, le journal de la Carnegie Endowment for International Peace à Moscou.

« La Russie est dépendante des électeurs, de la classe politique et du prix du pétrole »

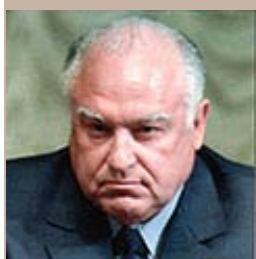
Source : *Izvestia* (Fédération de Russie)

Référence : « », par Konstantin Eggert, *Izvestia*, 10 juin 2005.

La Russie dépend avant tout de ses propres citoyens qui décident en votant de la façon dont le pays va vivre. Elle dépend aussi de ses dirigeants politiques et plus largement de la classe politique qui propose des projets au peuple. La Russie dépend aussi des cours mondiaux des sources d'énergie qui sont son principal produit d'exportation et constituent l'essentiel de son budget. Le pays dépend aussi de l'Europe qui est son principal client, toujours dans le secteur de l'énergie.

L'Europe n'est pas seulement son principal partenaire commercial, elle est un exemple pour les Russes du point de vue de la culture et de la vie quotidienne. En même temps, il me semble que la Russie, même si c'est à un degré moindre, dépend aussi de la politique des États-Unis.

Viktor S. Tchernomyrdine



Ancien Premier ministre (1992-1998), Viktor Stepanovitch Tchernomyrdine est ambassadeur de Russie en Ukraine.

« De qui dépend la Russie ? »

Source : *Izvestia* (Fédération de Russie)

Référence : « ? », par Viktor Tchernomyrdine, *Izvestia*, 10 juin 2005.

Nous ne fêtons pas le jour de l'indépendance mais la journée de la Russie, une fête religieuse. Notre indépendance n'est pas à mettre en question, personne ne le fait. Cela fait quinze ans que nous vivons dans un État souverain, c'est très court pour un pays comme le nôtre. Une frontière nous sépare avec l'Ukraine mais nous sommes liés comme des fiancés et des voisins. Il n'y a pas de frère aîné ou de frère cadet, nous sommes égaux. Il ne faut pas penser autrement. Il faut apprendre à vivre ensemble et à résoudre les problèmes. Nous sommes des partenaires éternels comme le dit *Yushchenko*. Que personne ne doute de nous. Une Ukraine forte est indispensable. Le changement de pouvoir ici a prouvé que nous devons mieux nous comprendre mutuellement. C'est un processus qui n'est pas douloureux s'il est objectif. On se dispute, on se retrouve. Nous souhaitons des changements mais uniquement dans la bonne direction.